

Marseille veut faire mieux travailler les éboueurs

Le nouveau président de la communauté urbaine veut régler le problème chronique de la saleté des rues, lié à des abus de la règle du « fini-parti ». Force ouvrière, localement majoritaire, a déposé un préavis de grève pour ce lundi.

ALIETTE DE BROQUA

AIX-EN-PROVENCE

ENVIRONNEMENT En pleine saison estivale, Guy Teissier, le nouveau président UMP de la communauté urbaine de Marseille, lance une grenade dégoupillée. L'élu veut en effet mettre fin au « fini-parti », cette coutume ancestrale permettant aux éboueurs marseillais de rentrer chez eux dès qu'ils estiment avoir terminé leur tournée de ramassage des ordures. Or, l'empressement des intéressés n'est pas étranger à la saleté des rues de la Cité phocéenne.

À peine élu en avril dernier, Guy Teissier avait fait de l'amélioration de la propreté l'une de ses priorités. Le thème avait figuré en bonne place dans la campagne électorale, Patrick Mennucci, le candidat socialiste défait, se promettant de supprimer le « fini-parti » s'il était élu. Alors que le maire, Jean-Claude Gaudin, soutenu par Force ouvrière, le très puissant syndicat majoritaire à la ville comme à la communauté urbaine, avait promis de n'en rien faire...

Mais, fin avril, la cour administrative d'appel a mis son grain de sel en déclarant le « fini-parti » illégal. Et la chambre régionale des comptes a épinglé la communauté urbaine en constatant que les agents de la propreté travaillaient en moyenne 3 h 30 par jour au lieu des 7 h 30 légales.

Guy Teissier proposera donc une nouvelle organisation du travail lors du comité technique paritaire qui se tient ce lundi, avant de la faire voter en conseil communautaire le 18 juillet. Les grandes lignes de ce « contrat local de propreté », que les représentants syndicaux ont reçu la semaine dernière, ont mis le feu aux poudres. FO a déposé un préavis de grève pour ce lundi, refusant notamment la suppression de ce qu'il nomme le « départ anticipé » et réclamant la prise en compte de la pénibilité du travail.

« Nous demandons le retrait de ce plan. Il a été conçu sans négociation avec les organisations syndicales », s'insurge également Roger Aymard, secrétaire général adjoint SDU-FSU. « Le clientélisme et la cogestion (avec FO, NDLR) au service de la propreté, ça ne va pas, mais ce n'est pas dans la précipitation qu'on

résoudra le problème », insiste-t-il, sans vouloir commenter le détail du plan.

Guy Teissier a pris les syndicats de court. Dans une note de douze pages que nous nous sommes procurée, il estime

☞ **Ce n'est pas dans la précipitation qu'on résoudra le problème** ☞

ROGER AYMARD, SYNDICAT SDU-FSU

qu'« il convient de mettre un terme au "fini-parti" tel qu'il est pratiqué actuellement et à ses dérives, qui se révèlent très pénalisantes pour les agents eux-mêmes, pour le budget de la communauté urbaine et pour l'efficacité du service public ».

Le plan propose d'établir des journées types par profession. Ainsi, celle des éboueurs serait organisée en trois séquences, une première de 45 minutes pour la « prise de poste » (habillage, préparation, recueil des consignes), une deuxième de 5 h 30 interrompues par une pause de 20 à 30 minutes et enfin une troisième de 45 minutes pour « la fin de vacation » (retour, signalement d'anomalies, douche). Et le temps résiduel serait consacré à la formation ou au surcroît occasionnel de travail.

Autres mesures du plan : l'affectation des cantonniers, qui nettoient les rues après le passage des bennes, dans les mairies de secteur et une redéfinition du travail de contrôle sur le terrain. ■